



L'ARGENT DES FAMILLES

Pratiques et régulations sociales en Occident
aux XIX^e et XX^e siècles

Sous la direction de Florent Le Bot, Thierry Nootens et Yvan Rousseau
en collaboration avec Nathalie Ricard

TABLE DES MATIÈRES

1 INTRODUCTION

« L'ARGENT DES FAMILLES » EN PERSPECTIVE

Florent LE BOT, Thierry NOOTENS et Yvan ROUSSEAU

7 LES AVOIRS FAMILIAUX OPPORTUNITÉS, CONTRAINTES ET STRATÉGIES

9 FORMATION ET TRANSMISSION DU PATRIMOINE MARITIME FAMILIAL DANS LE GOLFE DU SAINT-LAURENT, 1857-1910

France NORMAND

27 LEGAL PERSONS AND ASSET MANAGEMENT STRATEGY : WILLIAM CLENDINNENG AND THE CANADA PIPE AND FOUNDRY COMPANY

Daniel SIMEONE

39 DE L'ADOLESCENT ASSURANCE FINANCIÈRE À L'ADOLESCENT CONSOUMATEUR : IMPLICATIONS POUR L'ÉCONOMIE FAMILIALE SUISSE (1930-1970)

Caroline HENCHOZ, Anne-Françoise PRAZ et Caroline RUSTERHOLZ

55 TRAJECTOIRES ET MOBILITÉS SOCIALES

57 LE TRAVAIL DES FEMMES CÉLIBATAIRES DE L'ÉLITE ET LA FAMILLE PENDANT LA PÉRIODE PRÉINDUSTRIELLE À MONTRÉAL

Jonathan FORTIN

71 DES FAMILLES DE BOUTIQUIERS PARISIENS : DU DÉNUEMENT À L'AISANCE BOURGEOISE (PREMIER XIX^e SIÈCLE)

Francis DÉMIER

87 MÉTHOT C. DUTREMBLAY : CONFLITS PATRIMONIAUX, GENRE ET JUSTICE À LA FIN DU XIX^e SIÈCLE EN MAURICIE (QUÉBEC)

Thierry NOOTENS

105 MOBILITY, ECONOMIC OPPORTUNITY AND WEALTH ACCUMULATION DURING THE WHEAT BOOM ERA, 1870 TO 1930

Livio DI MATTEO and Herb EMERY

125 LES RESSOURCES FAMILIALES, LE PATRONAT ET L'ÉTAT

127 **LES FEMMES DE MINEURS ET LA GESTION DE L'ARGENT : ÉDUCER LES MÉNAGÈRES POUR RÉGULER LES PRATIQUES FAMILIALES, 1860-1960**

Audrey LELEU

147 **LA COMMISSION DE SURVEILLANCE DU PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES ET LE PANIER D'ÉPICERIE DES FAMILLES CANADIENNES, 1973-1976**

Caroline DURAND

163 LA GRANDE BOURGEOISIE ENTRE REPRODUCTION SOCIALE ET REPRODUCTION DU CAPITAL

165 **THE PIZZARDI FORTUNE : SOCIAL ASCENT FROM LAND TO CITY**

Elena MUSIANI

179 **FEMMES D'ARGENT, ARGENT DES FEMMES : CONSTRUCTION DU GENRE ET MONÉTARISATION DE LA VIE SOCIALE DANS LA HAUTE SOCIÉTÉ ARISTOCRATIQUE. L'EXEMPLE DES WAGRAM (XIX^e SIÈCLE-DÉBUT DU XX^e SIÈCLE)**

François LALLIARD

193 **L'ARGENT DES GRANDES FAMILLES DU NORD DE LA FRANCE : UN BIEN COLLECTIF (RÉGION LILLOISE, 1850-1914)**

Jean-Luc MASTIN

211 PATRIMOINE, TRANSFERTS ET DROIT CIVIL

213 **MONTREAL PROPERTY-OWNERS OF THE 1850S : «BORN OR TO BE BORN»**

Sherry OLSON

239 **GESTION PATRIMONIALE EN PÉRIODE DE TRANSITION AGRICOLE : LA GRANDE PÉRIPHÉRIE LIÉGEOISE AU XIX^e ET AU DÉBUT DU XX^e SIÈCLE**

Paul SERVAIS

253 **PROLÉGOMÈNES À UNE ANALYSE FÉMINISTE DES RAPPORTS DES FEMMES MARIÉES ET DES BIENS IMMEUBLES FAMILIAUX AU QUÉBEC, 1960-1980**

Marie-Neige LAPERRIÈRE

**269 L'INSTITUTIONNALISATION DE L'ARGENT
LE CAS DU CRÉDIT ET DE L'ÉPARGNE**

271 **LE MONT-DE-PIÉTÉ DE PARIS (1777-1918) : FINALITÉS ET PRATIQUES SOCIALES**
Yannick MAREC

291 **LA COTISATION MUTUALISTE EN FRANCE AU XIX^e SIÈCLE :
ENJEUX ET QUESTIONNEMENTS**
Patricia TOUCAS-TRUYEN

307 **L'APPRENTISSAGE DE LA PRÉVOYANCE : IMAGE ET RÔLE DE LA FAMILLE
DANS LES CAISSES D'ÉPARGNE FRANÇAISES (XIX^e-XX^e SIÈCLES)**
Olivier CHAÏBI

329 **L'ÉVOLUTION DES USAGES DU CRÉDIT À LA CONSOMMATION
DANS LES FAMILLES FRANÇAISES APRÈS 1945 : D'UN CHOIX PAR DÉFAUT
À LA VOLONTÉ DE JOUIR DU CONFORT SANS ATTENDRE**
Sabine EFFOSSE

343 DIRECTEURS DE PUBLICATION

344 LES AUTEURS

« L'ARGENT DES FAMILLES » EN PERSPECTIVE

Florent Le Bot, Thierry Nootens et Yvan Rousseau

Depuis le milieu des années 1960, un renouvellement majeur de la recherche historique sur les familles s'est opéré au Canada, en Europe et ailleurs dans le monde. La généralisation des usages de l'informatique puis, plus récemment, le déploiement des technologies numériques et des programmes d'infrastructures y ont largement contribué¹. Le Centre interuniversitaire d'études québécoises (CIEQ) a été intimement lié à ces initiatives de recherche. La mise en valeur de ces infrastructures de microdonnées sur les familles a donné lieu à une riche historiographie, encore foisonnante de nos jours, trop abondante pour en rendre compte ici. L'accès à ces microdonnées a notamment contribué à réactualiser l'histoire économique et sociale, en l'ouvrant davantage aux perspectives de l'« agentivité » et des analyses à microéchelle. La thématique des rapports à l'argent s'est révélée un créneau privilégié de ce renouveau au cours des dernières années, comme en témoignent les événements suivants : le congrès de 2011 de l'Institut d'histoire de l'Amérique française, sur le thème de « L'argent »², congrès organisé par les chercheurs du CIEQ ; le lancement des activités de la Chaire de recherche du Canada en histoire du droit civil au Québec à l'époque contemporaine (XIX^e-XX^e siècles) (2013-2018), dont un large pan des travaux a exploré les affaires d'argent au sein des familles ; une séance du *World Economic History Congress* de Kyoto sur les marchés urbains du travail, organisée par des chercheurs du laboratoire Institutions et dynamiques historiques de l'économie

-
1. Au Québec et au Canada, par exemple, les projets « Programme de recherche en démographie historique » (depuis 1966), Balsac (depuis 1972), « Canadian Families Project » (années 1990), « Infrastructure de recherche sur le Canada au XX^e siècle » (années 2000), « MAP : Montréal, l'avenir du passé » (années 2000 et 2010) et, plus récemment, « Infrastructure intégrée des microdonnées historiques de la population du Québec (XVII^e-XX^e siècles) » constituent des jalons importants de cette historiographie.
 2. Dont deux séances sur le thème « Les rapports à l'argent en milieu populaire aux XIX^e et XX^e siècles : entre le marché et l'État ». 64^e congrès de l'Institut d'histoire de l'Amérique française, Trois-Rivières, 20-22 octobre 2011.

et de la société (IDHES-CNRS, France), du CIEQ et de l'Université de Saint-Jacques de Compostelle (Espagne) (2015)³. Dans ce regain d'intérêt pour la recherche consacrée à l'histoire de la famille et de l'argent, les études de cas (proprement qualitatives et longitudinales) sont demeurées bien vivantes.

Aussi était-il tout naturel que le CIEQ se joigne avec enthousiasme à l'initiative de la Chaire de recherche du Canada en histoire du droit civil de tenir un colloque d'envergure réunissant les thèmes de la famille et de l'argent, autour d'un même questionnement. « L'argent des familles » s'est spontanément imposé comme thématique principale de la rencontre. Tenu à Trois-Rivières (Québec) en juin 2016, l'événement a rassemblé près d'une trentaine de conférenciers venus du Canada, des États-Unis et d'Europe. Cet ouvrage collectif en est l'aboutissement.

La dyade « argent-famille » trace d'entrée de jeu les contours d'une réflexion que nous avons voulue relativement circonscrite, à la fois dans son espace-temps (l'Occident aux XIX^e et XX^e siècles) et dans son objet même (la dialectique des rapports entre ménages et argent). L'argent, selon l'acception large que nous avons fait nôtre lors de l'appel à communications, renvoie à l'ensemble des biens, du patrimoine et des ressources numéraires détenus par les individus et les familles. Il s'acquiert, s'épuise, s'échange et se transmet dans un environnement normé par certaines institutions. Il est ainsi le point nodal de contraintes, de possibilités et d'horizons d'attente. Considérant son importance névralgique pour la reproduction sociale des familles, il se trouve au centre de tensions, d'alliances et de conflits, cela à toutes les échelles des interactions sociales : de l'intimité des ménages aux grands environnements normés par les institutions comme le droit, les marchés, les corporations et la justice, par exemple.

Si la monétarisation de la vie sociale est un phénomène d'origine très ancienne, il faut reconnaître qu'elle a pris une ampleur sans précédent avec l'industrialisation massive amorcée au XIX^e siècle, transformant sur son passage la manière dont les familles voient à leur subsistance et tentent d'assurer, le cas échéant, la reproduction de ressources et patrimoines aux contours divers. Le recul des économies fondées sur le monde de la terre et la montée en force d'une nouvelle institutionnalisation du travail (louage d'ouvrage et salariat) fragilisent en effet

3. « Urban Labour Markets in Europe and North America from the XVth to the XXIst Century in Global Perspective », XVIIth World Economic History Congress, Kyoto (Japon), session animée par Florent Le Bot le 3 août 2015.

bien des ménages alors que l'idéologie libérale, au même moment, fait de l'initiative individuelle et de la propriété les piliers des rapports socioéconomiques. Ces rapports vont désormais dépendre plus étroitement du maniement de l'argent et des divers véhicules de création et fructification de la valeur, lesquels se multiplient et étendent leurs ramifications avec le développement du capitalisme. À ce titre, les familles doivent composer de plus en plus avec différents marchés dont les formes et les degrés d'institutionnalisation sont variables : pour le travail, dont le salaire devient le mode dominant de rétribution, mais aussi en ce qui a trait au crédit et à la consommation courante, au logement locatif et à la propriété résidentielle, à la protection sociale, à la rémunération de l'épargne et à l'assurance, pour ne nommer que ceux-là.

De quelle manière le processus de monétarisation de la vie sociale a-t-il été vécu du point de vue des ménages et des lignées familiales aux XIX^e et XX^e siècles ? Telle est l'une des deux grandes perspectives empruntées dans cet ouvrage. Il s'agit ici d'examiner, dans une perspective intrafamiliale et intergénérationnelle, l'expérience, les pratiques et les stratégies des familles de toutes conditions en regard de la place prise par l'argent en tant que forme dominante de lien social et en tenant compte de leur mouvement de reproduction matérielle, sociale et culturelle. La seconde perspective invite à considérer plus largement les parcours et les vécus familiaux en regard des environnements marqués par des inégalités et fragilités différentes selon les époques, les lieux et les milieux. En outre, quelles sont les pratiques institutionnelles qui ont présidé, avec une intensité variable, à la régulation de la monétarisation de la vie sociale telle que vécue dans la sphère domestique ?

Si les familles sont au cœur des textes que nous avons rassemblés, les échelles d'observation sont demeurées, quant à elles, largement ouvertes. La question sociale suscitée par la diffusion au XIX^e siècle de nouveaux modes de rapport au travail, étudiés par Castel⁴ et précisés par Didry⁵, de même que la problématique des iniquités en matière de répartition des richesses nationales, traitée par Piketty⁶, sont inséparables de l'étude de la vie privée puisque la famille est

4. Robert Castel, *Les métamorphoses de la question sociale : une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995.

5. Didry souligne que le louage d'ouvrage et le marchandage dans le cadre productif précèdent au XIX^e siècle le salariat et le contrat de travail qui se déploient au XX^e siècle. Claude Didry, *L'institution du travail : droit et salariat dans l'histoire*, Paris, La Dispute, 2016.

6. Thomas Piketty, *Le capital au XXI^e siècle*, Paris, Le Seuil, 2013.

le point focal de la reproduction sociale des individus avant la montée de l'État providence et, simultanément, l'un des principaux vecteurs des inégalités à l'époque contemporaine, au moyen du retour en force de l'héritage. À l'autre bout du spectre, les actifs familiaux (salaires, immeubles, capitaux, etc.) engendrent leur propre trame de rapports sociaux, rapports formels, informels et changeants dans la durée⁷.

Autour de six thématiques se déclinent les 19 études de cas retenues pour la publication, suivant pour l'essentiel le fil des échanges noués lors de la rencontre de 2016. Y sont traitées successivement les opportunités, les contraintes et les stratégies de transmission et de gestion en matière de patrimoine et de ressources numéraires; la mobilité et les trajectoires sociales et spatiales des ménages; les initiatives déployées par l'État et le patronat en vue de discipliner la consommation des familles des milieux populaires; la reproduction sociale et l'accumulation de capital chez les grandes familles bourgeoises; les enjeux du transfert du patrimoine en milieux urbain et rural; et, enfin, l'expérience des institutions de prévoyance et de crédit à la consommation en milieux populaires.

L'ensemble de ces textes offre des réflexions croisées sur les différents processus et enjeux liés à la monétarisation de la vie sociale, du point de vue des familles, ainsi que sur les phénomènes de régulation sociale concomitants. Ils abordent à différentes échelles spatiotemporelles les continuités, les ruptures et les changements survenus dans les relations famille-argent. Il s'en dégage une diversité d'expériences et de pratiques familiales en matière d'avoirs et de ressources, comme ces textes tiennent compte notamment du genre, de la classe sociale, des âges et des cycles de vie des ménages, sans oublier bien sûr les conjonctures et les grands mouvements de fond ayant transformé la socioéconomie au cours des deux derniers siècles. Cette diversité se révèle également par la variété des objets d'analyse offerte par la thématique de l'argent ainsi que des milieux sociaux et familiaux à l'étude. Enfin, diversité des sources mises à contribution par les textes et complexité de leur manipulation, lesquelles, selon les mots de Sherry Olson⁸, posent des défis particulièrement relevés pour la recherche actuelle et à venir.

7. Viviana Zelizer, *The Social Meaning of Money: Pin Money, Paychecks, Poor Relief and Other Currencies*, New York, Basic Books, 1994.

8. Voir la conclusion de son article dans le présent volume.

Le colloque et le volume qui en découle maintenant sont le résultat d'un travail collectif de longue haleine, à commencer par celui des membres du comité scientifique du colloque qui en ont défini la thématique générale : Hélène Belleau, INRS Urbanisation Culture Société ; Claude Didry, CNRS, École normale supérieure de Cachan ; Florent Le Bot, Université d'Évry Val-d'Essonne ; Livio Di Matteo, Lakehead University ; Thierry Nootens, Université du Québec à Trois-Rivières ; Sherry Olson, Université McGill et Yvan Rousseau, Université du Québec à Trois-Rivières. Tous ont été généreux de leur temps et de leurs compétences lors de la préparation de l'événement. Pour l'organisation du colloque, ils ont reçu un appui de tout instant de la part du personnel du CIEQ et de la Chaire de recherche du Canada en histoire du droit civil. Rollande Morissette, technicienne en administration, Émilie Lapierre Pintal, conceptrice graphique, Nathalie Ricard, coordonnatrice des activités de la Chaire, ont grandement contribué au succès de ces deux journées d'étude.

Le travail de préparation du manuscrit a réuni une équipe non moins compétente, envers laquelle nous sommes tout autant redevables. Nathalie Ricard s'est acquittée avec diligence de la révision, de la mise en forme et de l'assemblage des textes. Émilie Lapierre Pintal et Marie-Claude Rouleau ont assuré, avec leur habituel doigté, la conception et le montage du volume. Nous avons par ailleurs contracté une dette importante envers les évaluateurs anonymes des contributions soumises pour les commentaires éclairants et généreux qu'ils ont bien voulu formuler.

Enfin, de nombreux organismes ont apporté leur concours à la tenue du colloque et à la publication des actes : le Conseil de la recherche en sciences humaines du Canada, le Fonds de recherche du Québec Société et culture, l'Université du Québec à Trois-Rivières, ainsi que l'IDHES-CNRS. Sans leur soutien financier, ni l'événement ni le recueil qui en résulte n'auraient été envisageables. Nous souhaitons leur exprimer ici toute notre gratitude.



Si la monétarisation de la vie sociale est un phénomène d'origine très ancienne, elle prend une ampleur sans précédent avec l'industrialisation massive amorcée au XIX^e siècle, transformant sur son passage la manière dont les familles voient à leur subsistance et tentent d'assurer, le cas échéant, la reproduction de ressources et patrimoines aux contours divers. Le recul des économies fondées sur le monde de la terre et la montée en force d'une nouvelle institutionnalisation du travail (sous l'égide du louage d'ouvrage et du salariat) fragilisent en effet bien des ménages alors que l'idéologie libérale, au même moment, fait de l'initiative individuelle et de la propriété les piliers des rapports socioéconomiques. Ces rapports vont désormais dépendre plus étroitement du maniement de l'argent et de divers véhicules de création et fructification de la valeur, lesquels se multiplient et étendent leurs ramifications avec le développement du capitalisme. À ce titre, les familles doivent composer de plus en plus avec différents marchés dont les formes et les degrés d'institutionnalisation sont variables : pour le travail, dont le salaire devient le mode dominant de rétribution, mais aussi en ce qui a trait au crédit et à la consommation courante, au logement locatif et à la propriété résidentielle, à la protection sociale, à la rémunération de l'épargne et à l'assurance, pour ne nommer que ceux-là.

De quelle manière le processus de monétarisation de la vie sociale a-t-il été vécu du point de vue des ménages et des lignées familiales aux XIX^e et XX^e siècles ? Cette question historique d'importance a réuni une trentaine de conférenciers venus du Canada, des États-Unis et d'Europe à Trois-Rivières (Québec) en juin 2016, événement dont le présent ouvrage collectif est le résultat.

Avec des textes d'Olivier Chaïbi, Francis Démier, Livio Di Matteo, Caroline Durand, Sabine Effosse, Herb Emery, Jonathan Fortin, Caroline Henchoz, François Lalliard, Marie-Neige Laperrière, Audrey Leleu, Yannick Marec, Jean-Luc Mastin, Elena Musiani, France Normand, Thierry Nootens, Sherry Olson, Anne-Françoise Praz, Caroline Rusterholz, Paul Servais, Daniel Simeone et Patricia Toucas-Truyen.